



Les Populations situées sur le tronçon de ladite route nationale jamais bitumée sous le Renouveau brandissent à nouveau l'hypothèse d'une paralysie de l'axe routier, devant l'imbroglie que constitue le problème des indemnisations.

Un vent de grogne souffle à nouveau dans le Sud profond avec ces informations alarmantes parvenues à notre rédaction, ce week-end de Juillet, en pleine vacances.

En effet, certaines populations, majoritaires, sur le tracé de la route à bitumée, se disent fatiguées des promesses fallacieuses du gouvernement de Yaoundé à propos de ce projet, depuis des décennies, au Cameroun. Une situation qui dure et qui avait déjà conduit les habitants protestataires à bloquer la circulation sur cet axe des plus enclavé, l'année dernière, obligeant des Membres du gouvernement à descendre simultanément sur les lieux.

Jusqu'à ce jour, aucun démarrage effectif des travaux n'a eu lieu, si n'est des mouvements de personnes exerçant sporadiquement depuis quelques temps comme des prospecteurs. Une lueur d'espoir est cependant venue éclairer les visages des populations concernées par les expropriations en rapport avec les grands travaux annoncés : la publication d'un décret du Premier ministre portant indemnisation de toutes personnes identifiées pour les déguerpissements.

Un Décret rendu public depuis plusieurs semaines avec les noms et les montants à percevoir par les familles et les différents ayant droits préalablement répertoriés. Et, depuis lors, pas l'ombre d'un chèque à percevoir, encore moins de l'argent en espèces.

Au-delà des disparités observées dans la répartition de l'enveloppe globale, un peu plus d'un Milliard tout juste, il y a donc toute la colère liée à cette longue attente. Comment a-t-il été convenu de publier les sommes d'argent à reverser à chacun, sans être sûr que l'argent est disponible.

Dans la décision du premier ministre, il est précisé, chose curieuse, que le déblocage de cette enveloppe sera soumis à un arrêté du ministre en charge des domaines, tout en indiquant que la dépense résultant de l'article 1er du texte du premier ministre sera imputée au budget Ministère des travaux publics.

Or, ces dispositions auraient pu être prises il y a longtemps à l'avance. La gouvernance tatillonne du règne de Paul Biya fait malheureusement que de nouveaux foyers de tensions naissent aujourd'hui du fait de ces lenteurs légendaires. Il faut rappeler que dans cet épineux dossier, l'enveloppe générale aura considérablement été réduite au point que de nombreuses familles sont offusquées par les montants dérisoires qui leur ont été accordés, ne comprenant pas par ailleurs comment d'autres ont vu leurs noms bénéficier de montants colossaux assez étonnamment.

Aujourd'hui, les gens de la route Ebolowa Akom 2 Kribi, disent s'apprêter à de nouvelles manifestations à partir des villes ADOUM, AZEM, ANDO'O, KONDA, MVILA, ENGOM1, ENGONG, BIKOU'OU, MVIENG, FOULASSI, BIYOKA, pour dire leur ras-le-bol, face à l'incurie des pouvoirs publics vis-à-vis de leurs revendications et devant ce manque de considération pour la petite dépense finalement consentie à leur indemnisation et dont le paiement tarde encore à se faire.

Définitivement, sur le cas des routes du Sud en général et Ebolowa Akom 2 en particulier, c'est comme une sorte de malédiction qui poursuit les enfants nés dans cette partie du pays, depuis déjà le temps de Charles ASSALE.

Qu'arrivera-t-il à d'ici peu si cette question n'est pas rapidement réglée? Question.